

Lettre Flash N°96



APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU SNESUP-FSU

**Antisociale, nationaliste, xénophobe et raciste,
l'extrême droite ne doit pas accéder au pouvoir**

L'élection européenne et le premier tour des élections législatives ont été marqués par le rejet profond de la politique du gouvernement. En prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron a plongé le pays dans un chaos institutionnel et politique et a amené l'extrême droite aux portes du pouvoir.

Une extrême droite décomplexée, raciste et démagogue progresse sur fond de désespérance sociale, de sentiment de déclassement et de colère généralisée, nourris par la dégradation des services publics, l'abandon des territoires et une perte de pouvoir d'achat. La montée de l'extrême droite est le résultat de décennies de politiques libérales génératrices d'inégalités, de souffrances sociales, de repli sur soi, encore accentuées ces dernières années. Sur le plan social, l'extrême-droite commence à tomber le masque en renonçant par exemple à l'abrogation de la réforme des retraites portée par E. Macron. Elle ne doit pas accéder au pouvoir.

Dans les régimes autoritaires, le service public d'éducation, de recherche et les universités, en tant que lieux de production, de diffusion des savoirs critiques et d'ouverture au monde et aux différentes cultures, sont des cibles privilégiées.

L'extrême droite constitue un danger pour l'ESR, ses personnels et les étudiant·es. La mise en œuvre de son programme réactionnaire et liberticide, prônant la préférence nationale pour les étudiant·es et les personnels, la mise au pas réactionnaire en matière pédagogique, la répression de toute contestation, la priorité donnée à l'apprentissage et aux cadeaux fiscaux aux entreprises, le soutien aux formations courtes et privées, les "bourses au mérite", etc. vont à l'encontre de nos revendications et propositions pour l'ESR. L'arrivée de l'extrême droite intensifierait la menace de disparition de thématiques de recherche et de formations par ailleurs déjà attaquées et celle pesant sur les libertés académiques. Jamais, l'extrême droite n'a parlé de la dégradation des conditions de travail pour tous les personnels et des conditions d'étude pour les étudiant·es. Alors que l'actuelle austérité entraîne la dégradation de la plupart des budgets des universités, son arrivée aggraverait la situation et sonnerait le glas d'une université ouverte à toutes et tous, émancipatrice et ambitieuse. L'extrême droite constitue un grave danger pour la démocratie universitaire et le financement des universités, des services et des laboratoires.

Dans tous les établissements d'enseignement supérieur, le SNESUP-FSU est un outil de défense de l'ensemble des enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es, titulaires ou contractuel·les. Il propose un cadre collectif permettant de s'opposer au management agressif et aux attaques que peuvent subir les collègues. Il constitue le meilleur rempart contre les attaques visant les garanties statutaires de la Fonction Publique. Le SNESUP-FSU porte des alternatives et agit pour développer le service public de l'ESR ([cf ici programme](#)). **Il appelle les collègues à se syndiquer et à agir collectivement dans l'unité la plus large pour opposer la force du collectif et des solidarités aux idées portées par l'extrême droite et pour la défense et le développement du service public de l'ESR.**

Dans le contexte de crise politique, alors que le premier ministre vient d'annoncer qu'il suspendait la réforme de l'assurance chômage, le SNESUP-FSU exige que celle de la formation des enseignant·es, contre laquelle la communauté universitaire est fortement mobilisée, soit abandonnée pour éviter un nouveau fiasco. L'Acte II de l'autonomie des universités, lancé au pas de charge par le président de la république lui-même, doit également être abandonné ([voir appel de la CA du 21 mai](#)).

Dans cette période critique, le SNESUP-FSU et la FSU, avec d'autres, ont pris leurs responsabilités en toute indépendance. **Dimanche, le SNESUP-FSU appelle, partout où le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) est en position de l'emporter dans les urnes, à amplifier sa dynamique en votant pour ses candidat·es, et ailleurs, à battre l'extrême droite en votant pour la candidature la mieux placée pour cela.**

Vote de l'appel : 32 pour, 1 contre

Paris, le 4 juillet 2024



**Services publics =
égalité, solidarité, universalité !**



**« Préférence nationale » =
discrimination organisée !**

*Débattons sur nos lieux de travail,
l'extrême droite ne doit pas
arriver au pouvoir.
MOBILISONS-NOUS !*

Les **30 juin** et **7 juillet**,
VOTONS
pour défendre la **Fonction publique** et les **services publics** !



F.S.U.
ENGAGÉES
AU QUOTIDIEN

SUIVEZ-NOUS !

